



www.indymedia.be

Qu'est-ce qu'Ecofin?

Par Françoise, d'après Attac

La logique institutionnelle de l'Union Européenne est tellement complexe que les citoyens y voient souvent une source d'opacité et de déficit démocratique.

La Commission Européenne – composée de représentants d'Etats membres non-élus démocratiquement – possède un pouvoir considérable, ayant le monopole des propositions et en tant que gardienne des Traités. Le Parlement Européen – élu démocratiquement depuis 1979 – ne se voit quant à lui conférer qu'un pouvoir très limité de codécision et de contrôle de la Commission et du budget. Les décisions majeures de l'Union Européenne se prennent en fait lors des Sommets (les Conseils) rassemblant les ministres de chaque Etat membre.

Ecofin est ainsi le Conseil des ministres des Finances européens qui décide des orientations pour que la politique économique-financière de l'Europe se concrétise. Ceci n'est pas une mince affaire, surtout depuis que les Etats membres ont décidé d'opter pour une monnaie unique (l'Euro), impliquant une coordination accrue.

Une Europe au service de la finance internationale

Avec l'avènement de la globalisation financière, la construction européenne a adopté le modèle de dévelop-

suite page 2.

L'Euro en question

Par Arnaud, d'après Attac Bruxelles

Les ministres de l'Union européenne s'expriment bien souvent sur le bien-fondé d'une monnaie unique et les avantages pratiques qu'elle va entraîner dans les voyages des consommateurs de l'Union. Le ministre belge des finances, Didier Reynders, entre autres, ne manque pas de multiplier les prises de contact pour « expliquer » l'Euro à ses concitoyens. Mais il est bien rare qu'ils s'expriment sur les raisons profondes et le cheminement de cette idée. C'est pourtant bien la primauté du marché européens dans les politiques et ses besoins essentiels qui permettent de mieux comprendre les ambitions de cette monnaie unique.

L'Euro est la première étape dans la constitution d'un Etat européen. Par le biais de cette monnaie unique, les citoyens des pays européens pourront aisément envisager l'Europe comme une réalité qui les lie à des habitants d'autres pays. Dans la note des priorités, le gouvernement belge souligne « (...) Pour la première fois dans l'histoire de l'Union, le citoyen sera confronté dans son quotidien à un résultat concret et tangible de l'intégration européenne. Une introduction de l'Euro réussie fera croître la confiance du citoyen dans l'Union européenne et dans la monnaie unique ». Cette volonté économique liée à l'idéologique est donc très bien comprise par les responsables politiques européens mais il



est bien rare que cette réalité soit communiquée aux populations de l'Union européenne.

D'un côté, cette uniformité monétaire permettra une comparaison bien plus grande des multinationales quant à leur implantation dans tel ou tel pays de l'Union. Les différences en coûts salariaux seront évidentes et les patrons pourront abandonner plus facilement les pays où leur rentabilité ne sera pas maximum. Il ne faudra dès lors plus s'étonner que les pays qui entretiennent les avantages sociaux pour leurs travailleurs se voient de plus en plus vidés de leurs investisseurs.

D'autre part, on ne peut s'empêcher d'entrevoir les motivations profondes de ces réformes monétaires comme le souhait des industriels européens de se positionner sur un marché des plus compétitif comme leurs confrères américains. Ainsi, l'Euro se marque comme un outil de compétitivité des entreprises au sein de l'Europe.

L'Union monétaire « performante » implique d'unifier la politique en matière de taux d'intérêt, d'inflation, de déficit budgétaire, voire de salaire. Si ces unifications ne sont pas effectuées, les capitaux seront voués à partir vers les endroits les plus avantageux de l'Union, en d'autres termes là où les avantages sociaux pour les travailleurs sont les moindres.

La création de la Banque centrale européenne en 1998 représente bien cette volonté. C'est un organe technocratique, dirigé par des

suite page 2.

La Taxe Tobin

Par Françoise, d'après Attac

Pourquoi parle-t-on tellement de la taxe Tobin ces dernières années?

La liberté de circulation des capitaux a permis à la spéculation de se déployer sur toute la planète. Les spéculateurs n'hésitent pas à provoquer l'effondrement d'une monnaie, même si cela a pour conséquence de faire basculer des millions de personnes dans la pauvreté. La taxe Tobin est un instrument simple pour lutter contre une des formes de la spéculation financière, celle qui concerne les monnaies.

Qu'est-ce que donc cette «Taxe Tobin»?

L'idée d'une taxe sur les spéculations financières fut lancée dans les années 1970 par James Tobin, Prix Nobel d'économie, qui voulait imposer une taxe de 0,5% sur toute transaction financière afin de pénaliser et décourager les mouvements fréquents et à court terme. Il voulait donc éviter que la spéculation sur les monnaies ne déstabilise les marchés. Les mouvements non spéculatifs, liés à l'économie productive (commerce, investissements à long terme) ne souffriraient pas de ce prélèvement minime.

Ce qui est proposé aujourd'hui, c'est une taxe "type Tobin" de 0,01% sur toutes les transactions financières "normales", c'est-à-dire celles qui provoquent pas d'attaque spéculative d'une monnaie. Cette imposition minime permet un fonctionnement normal des échanges commerciaux. Lorsqu'une attaque spéculative est lancée, un taux d'imposition de 100% est proposé. Ce taux dissuasif empêcherait les attaques brutales et organisées de spéculateurs qui arrivent à rassembler un volume très important de capitaux à très court terme en escomptant une baisse ou une hausse de la monnaie attaquée.

Une fois admis le principe, comment la collecter et à quoi l'affecter ?

suite page 2.

Qu'est-ce qu'Ecofin

suite de la page 1

pement néolibéral, basé sur l'attraction des capitaux internationaux.

En 1990 l'Union Européenne a offert à ces derniers une totale liberté de circulation. Elle leur a ensuite assuré des rendements élevés par la définition de critères de convergence inscrits en 1992 dans le traité de Maastricht: taux d'intérêt élevés fixés par une Banque centrale européenne indépendante du pouvoir politique, stabilité des prix (l'inflation ne peut dépasser 2%) et austérité budgétaire (le déficit ne peut dépasser 3% du PIB). Enfin, elle s'applique à diminuer inlassablement la fiscalité sur les entreprises et les profits, afin que les multinationales viennent s'implanter sur son territoire plutôt qu'ailleurs. Nos gouvernements sont donc pris dans une course à la compétitivité sans fin. Partout, la concurrence mondiale implique d'offrir des rendements élevés aux capitaux internationaux, de taxer moins les multinationales et de modérer les salaires. Mais les taux d'intérêt élevés renchérissent les crédits, ce qui brise la croissance et l'emploi.

En outre, afin d'assurer la stabilité des prix et les hauts rendements financiers, les gouvernements européens poussent les salaires à la baisse et permettent l'existence d'une «armée de chômeurs» concurrençant les salariés et les contraignant à accepter une «flexibilisation» sans cesse accrue de leurs conditions de travail. De manière que 20% de la population européenne vit aujourd'hui sous le seuil de pauvreté...

Enfin, la concurrence fiscale

L'Euro en question

suite de la page 1

personnalités « indépendantes » (non liées aux Etats), désignées par les chefs d'Etats européens. Sa mission la plus importante, selon les responsables européens, est « la stabilité des prix »... Pas l'Emploi. Cette orientation résulte directement des désirs des patrons européens émis par la Table ronde des industriels (ERT : Une des instances européennes de lobbying). Et c'est bien l'orientation de toutes les avancées de l'Union européenne et de sa construction.

Finalement, les résultats appréciables par les populations serproduction. Les habitants de l'Union européenne, quant à eux, pourront aisément se rendre compte du nombre croissant de restructurations et de la baisse croissante des différents statuts de travailleurs et de leurs salaires en vue de l'harmonisation générale.



La Taxe Tobin

suite de la page 1

Légalement, chaque banque privée doit ouvrir un compte auprès de la banque centrale de chaque pays où elle intervient. Comme la banque centrale joue aussi un rôle de premier plan dans le fonctionnement des systèmes de paiement électroniques, une solution simple et pratique serait que chaque banque privée verse le montant de la taxe sur un compte spécial à la banque centrale du pays où la monnaie étrangère est livrée.

La critique selon laquelle la taxe Tobin donnerait naissance à une nouvelle bureaucratie tentaculaire est donc tout simplement fautive. Après avoir été collectées au niveau national, sous la responsabilité administrative de la banque centrale, les recettes seraient transférées à une institution internationale chargée de centraliser les recettes avant redistribution.

Quant à savoir à quoi affecter le produit, il y a malheureusement pléthore de besoins. Les pays du Sud connaissent des besoins de financement énormes dans tous les domaines. Les revenus de la taxe Tobin devraient leur être affectés.

Ecofin

suite de la gauche

à la baisse et l'austérité budgétaire aboutissent au démantèlement de l'Etat, abandonnant progressivement des services publics aussi vitaux que l'éducation, la santé et les retraites.

Le chômage, la spéculation et le dumping fiscal dopent donc l'économie mondiale tout en mettant la santé de cette dernière en péril chronique.

A propos d'indymedia

L'Independent Media Center (IMC) est un collectif rassemblant des médias indépendants et des centaines de journalistes afin d'offrir une couverture mondiale des événements et des questions d'actualité vécus à la base et non au niveau des grandes entreprises. L'IMC a pris naissance en automne 1999, durant les manifestations anti-OMC de Seattle et n'a pas cessé depuis de se déployer pour devenir un réseau global comprenant cinquante centres régionaux. N'importe qui peut afficher des textes, des photos, des documents audio et vidéo sur la plupart des sites IMC. "Chaque lecteur est un reporter". Visitez www.indymedia.be pour en apprendre comment participer.

Ce document ne contient qu'une petite fraction du contenu apparu sur les sites IMC au cours de la semaine dernière. Les articles mentionnés ici ont été recueillis et révisés par l'équipe d'impression d'IMC, qui ne prétend pas représenter l'ensemble du réseau IMC Belgique. Pour tous commentaires et questions, ou si vous voulez vous joindre à nous, rendez visite à www.indymedia.be, ou écrivez à imc-belgium-print@lists.indymedia.org.

Ce qui précède peut être reproduit, à condition d'inclure a) le nom de l'auteur, b) «Independent Media Center» comme source, et c) l'URL IMC, <http://www.indymedia.be>.

Agenda

Agenda du week-end de l'Ecofin à Liège

***Vendredi 21 septembre** : - Manifestation syndicale à 10h, départ à la Citadelle. // Rendez-vous festifs et culturels dans les lieux associatifs liégeois. // Contre-sommet populaire « Agua Scalientes » dans le quartier Saint-Léonard.

***Samedi 22 septembre** : - Contre-sommet Citoyen d'Attac dès 9h au Sart-Tilman // Manifestation à l'appel de « s22 vers d14 », départ à 14h du « Perron », place du Marché. // Rencontres festives à 18h à la Caserne Fonck (spectacles, concerts, cuisine du monde). // Contre-sommet populaire « Agua Scalientes » dans le quartier Saint-Léonard.

***Dimanche 23 septembre** : Contre-sommet Citoyen d'Attac dès 9h au Sart-Tilman. // Contre-sommet populaire « Agua Scalientes » dans le quartier Saint-Léonard.

Agenda des actions nationales

***19 octobre**: Sommet Européen informel – Gand // A partir de 10h00: grève et manif des étudiants, barrage contre l'Europe militarisée, promenade anti-globalisation. Mani-fête le soir.

***13-15 décembre – Bruxelles** / Le 13: manif syndicale; le 14: marche sur Laeken et actions culturelles autour du Cordon Sanitaire; le 15: manif européenne, concerts,...

Publiez sur Indymedia

ON EST TOUS DES JOURNALISTES !!

1. Ouvrez la page <http://www.indymedia.be> et sélectionnez « Publier ici » (haut de la page).

2. Remplissez toutes les cases obligatoires (tout ce que vous écrivez ici sera publié en ligne !!!)

3. Ecrivez votre texte (si vous utilisez le format HTML, cochez «html» sous «type of upload»)

4. Il est possible de publier des fichiers multimédia sous la section «Multimedia Stories». Sélectionnez le format sous «Type of Upload».

5. Appelez-nous pour nous raconter votre histoire : 04/227 99 52 (votre récit sera mis en ligne dans un fichier audio)